

ce qu'ils avaient durant plusieurs années, déclaré être leur politique. Ils auraient agi assez mal s'ils eussent été capables d'obtenir une majorité prête à s'engager à balayer ces industries qui avaient fait tant de bien au Canada ; mais, pour obtenir le pouvoir, ils ont déclaré solennellement en public et privément, dans tout le pays, qu'aucun dommage ne serait fait aux industries manufacturières, qu'on ne toucherait pas à un cheveu des fabricants, qu'en réalité leurs droits seraient protégés et que leur position serait améliorée en raison du fait qu'ils recevraient en franchise leur matière première.

Voilà quelles étaient les vues du parti conservateur au sujet de ce tarif, et je demande à tout manufacturier impartial de comparer les sept dernières années avec les sept années précédentes. Le nombre des industries a doublé pour faire face aux demandes. Est-ce que les produits canadiens ne sont pas achetés par l'Australie du Sud, par les Antilles, par le Mexique, et tous les autres pays. Les agents que nous avons envoyés dans l'Afrique du Sud nous demandent : " Pourquoi vos manufacturiers n'en profitent-ils pas ? " Le fait est qu'ils ne peuvent remplir toutes les commandes et que le peuple doit acheter à l'étranger. Quel a été la conséquence de cela ? Des manufacturiers des Etats-Unis sont venus s'établir dans notre pays. Voyez l'énorme fabrique qui a été établie à Hamilton, une fabrique qui couvre un terrain de plusieurs acres, pour la fabrication d'instruments aratoires.

Ces fabricants sont venus des Etats-Unis ; de grands fabricants de locomotives sont aussi venus des Etats-Unis et ont acheté dans notre pays un établissement. Ils ont dit : " Vous semblez incapables de faire face aux besoins du pays, et nous établirons ici une industrie qui permettra de remplir les commandes. " Je pourrais citer plusieurs cas semblables.

L'honorable M. FERGUSON : Est-ce que l'honorable ministre pourrait expliquer pourquoi ils sont venus s'établir ici ?

L'honorable M. SCOTT : Ils sont venus s'établir ici, parce qu'ils ont compris qu'ils pourraient trouver ici à vendre leurs instruments et que nos manufacturiers étaient incapables de remplir les commandes qu'ils recevaient.

L'honorable M. WATSON : Ecoutez ! écoutez !

L'honorable M. FERGUSON : Pourquoi ne continuent-ils pas à fabriquer aux Etats-

Unis et ne nous envoient-ils pas leurs produits ?

L'honorable M. SCOTT : Parce que la protection les en empêche. Le discours de l'honorable sénateur a été, du commencement à la fin, un tissu de contradictions. Durant les dix-huit années que les honorables messieurs ont gardé le trésor public, le commerce de notre pays a été stagnant. Par contre, il n'y a pas au Canada un seul manufacturier qui dira que ses affaires n'ont pas doublé et même triplé, depuis qu'il y a eu un changement de gouvernement. Nos manufacturiers commencent à exporter. Je crois qu'avant 1897, tous les manufacturiers du pays ont vendu des produits à l'étranger au montant de \$6,000,000. L'année dernière, les exportations ont été de \$20,000,000, mais les commandes au Canada ont été si nombreuses, que nos gens ont été obligés d'acheter à l'étranger. On demande : " Pourquoi nos gens achètent-ils des articles venant des Etats-Unis. " C'est que nos gens trouvent qu'ils peuvent acheter des marchandises à bon marché. Est-ce que nous allons lier absolument le peuple de notre pays et le forcer à acheter ceci ou cela ? Non, il jouit de toute liberté. Nous avons protégé nos manufactures à un très haut degré. J'aimerais à mettre en lumière quelques chiffres pour établir que je dis la vérité lorsque je prétends que les affaires ont été paralysées durant le règne de l'ancien gouvernement, de 1879 à 1896. Je prends une couple d'années après l'établissement de la politique nationale, après qu'elle eût été mise sur un assez bon pied. Les importations étaient alors de \$105,000,000 et les exportations de \$108,000,000. Mon honorable ami a essayé d'apporter un fort argument, lorsqu'il nous a dit que, l'année dernière, nos importations ont été plus considérables que nos exportations. Le gouvernement d'aujourd'hui voulait que nous exportions nos produits à l'étranger et que nous achetions chez nous ce dont nous avons besoin, mais les chiffres pour la première année ont été les chiffres que j'ai donnés, et chaque année, durant quatorze ans, les importations dépassèrent les exportations. C'était absolument le contraire de la politique qu'on avait préconisée, le contraire de la façon dont on croyait qu'elle serait suivie. Les exportations languissaient. Les cultivateurs étaient trop pauvres pour faire des affaires.